

<https://divergences.be/spip.php?article4407>



Les États-Unis et le « capitalisme fasciste »

- La contre-révolution - Technofascisme - études et documents -

Date de mise en ligne : samedi 31 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine

[Traduit de Sinistrainrete Archivio di documenti e articoli per la discussione politica nella sinistra](#)

Sommaire

- [Capitalisme et accumulation](#)
- [Le néolibéralisme ou la \(...\)](#)
- [Notes](#)

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase d'accumulation primitive, un nouveau cycle stratégique déclenché par Trump. C'est là le cœur, la signification politique du nouveau gouvernement américain, dont les décisions politiques, arbitraires et unilatérales, visent à exproprier la richesse des alliés et des ennemis. Trump impose les rapports de force par la force ; une fois établie la division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, il est possible de reconstruire les normes économiques et juridiques, les automatismes de l'économie, les institutions nationales et internationales, expression d'un nouvel « ordre ». D'une certaine manière, Trump politise ce que le néolibéralisme avait tenté de dépolitiser : ce n'est plus « l'objectivité » du système de marché, des lois financières qui commande, mais l'action d'un « seigneur » qui décide de manière arbitraire des quantités de richesse qu'il a le droit de prélever sur la production de ses « serviteurs ».

Ainsi, aujourd'hui, le capitalisme n'a plus besoin, comme autrefois, de confier le pouvoir aux fascismes historiques, car la démocratie est utilisée à ses propres fins, jusqu'à produire et reproduire la guerre, la guerre civile, le génocide . Les nouveaux fascismes sont marginaux par rapport aux fascismes historiques et, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, ils se rangent immédiatement du côté du capital et de l'État, se limitant à intensifier la législation autoritaire et répressive et agissant sur l'aspect symbolique et culturel.

Un article important, à discuter en profondeur.

« L'accumulation primitive, l'état naturel du capital,
est le prototype de la crise capitaliste »
Hans Junger Krahl

Capitalisme et accumulation

Le capitalisme ne se réduit pas à un cycle d'accumulation, car il est toujours précédé, accompagné et suivi d'un cycle stratégique défini par le conflit, la guerre, la guerre civile et, éventuellement, la révolution. Le cycle stratégique comprend certes l'accumulation primitive telle que l'explique Marx, mais seulement comme première phase ; elle est

suivie par l'exercice de la violence incorporée dans la « production » et par son déploiement sous forme de guerre et de guerre civile lorsque le cycle économique s'épuise. Pour obtenir une description exhaustive du cycle stratégique, il faut attendre le XXe siècle, avec sa transformation en cycle de la révolution soviétique et chinoise, qui corrige et complète Marx à plusieurs égards. Les deux cycles fonctionnent ensemble, enchaînent leurs dynamiques, mais peuvent aussi se séparer : depuis 2008, le cycle du conflit, de la guerre et de la guerre civile (et de l'éventuelle, improbable révolution) s'est progressivement séparé du cycle de l'accumulation au sens strict. Le blocage, l'impasse de l'accumulation du capital nécessitent l'intervention du cycle stratégique, qui fonctionne à partir des rapports de force et de la relation non économique ami-ennemi. [1]

Depuis l'affirmation de l'impérialisme, l'importance du cycle stratégique n'a cessé de croître. Les cycles de guerre, de grande violence, d'usage arbitraire de la force se succèdent rapidement. Les États-Unis ont imposé à trois reprises (1945 - 1971 - 1991) les règles économiques et juridiques du marché mondial et du Nomos de la terre (ordre mondial). À trois reprises, ils les ont ensuite supprimées parce qu'elles n'étaient plus fonctionnelles, les remplaçant par de nouvelles normes : le fordisme de 1945 a été démantelé dans les années 1970 ; le « néolibéralisme », choisi à sa place et étendu au monde entier en 1991 après la fin de l'URSS, s'est effondré en 2008. L'accumulation primitive actuelle change une fois de plus les règles du jeu, pour un « Make America Great Again » plus qu'improbable.

L'analyse du cycle stratégique dans le capitalisme contemporain doit partir des États-Unis, car c'est là que se concentrent les dispositifs de pouvoir, les institutions militaires, financières et monétaires dont les États-Unis eux-mêmes détiennent le monopole, en interdisant l'accès à leurs « alliés » européens ou d'Asie orientale, c'est-à-dire aux pays soumis soit par la guerre (Allemagne, Japon, Italie), ou par la puissance économique et financière (France, Angleterre), et surtout refusé au Sud du monde.

Depuis la crise de 2008, le cycle stratégique est passé au premier plan, supplantant le « marché », les règles économiques, le droit international, les relations diplomatiques entre les États, etc., alors même qu'il avait pour objectif de relancer l'économie américaine en grande difficulté et d'empêcher son implosion.

La nouvelle accumulation primitive et le cycle stratégique se déploient sous nos yeux. L'« état d'exception » a été déclenché par Trump et se développe de manière très différente de la définition canonique donnée par Carl Schmitt ou reprise par Giorgio Agamben : au lieu de concerner le droit public et la constitution formelle de l'État-nation, il touche en premier lieu les règles de la constitution matérielle du marché mondial et les normes du droit international propres à l'ordre mondial. Avec l'état d'exception mondial, l'espace dans lequel se dessine le **Nomos de la terre**, avec ses lignes d'amitié et d'hostilité, est celui de la guerre civile mondiale. Au lieu de se concentrer sur le droit, l'état d'exception mondial intègre profondément l'économie, la politique, l'armée et le droit.

La guerre civile mondiale se reflète dans la guerre civile interne aux États-Unis, intensifiant le racisme et le sexisme, la militarisation du territoire, la déportation des migrants, les attaques contre les universités, les musées, la diabolisation des mots, des concepts, etc... [2]. La population américaine est profondément divisée : et pas (seulement) entre les 1 % et les 99 % comme le dit le mouvement Occupy Wall Street, mais entre les 20 % qui garantissent la majeure partie de la consommation de l'énorme marché intérieur (qui représente les trois quarts du PIB américain) et les 80 % dont la capacité de consommation stagne ou recule. Les politiques fiscales sont mises en œuvre pour garantir la propriété et l'hyperconsommation de la partie la plus riche.

Trump politise ce que le néolibéralisme cherchait obstinément à dépolitiser, sans y parvenir. Une fois toutes les règles suspendues, le recours à la force extra-économique devient la condition préalable à la production économique, à la constitution du droit, à la création de toute institution. **Il faut d'abord imposer des rapports de force**. Ensuite, une fois établie la division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent (et la situation stabilisée parce qu'acceptée par les vaincus), on peut reconstruire les normes économiques et juridiques, les automatismes de

l'économie, les institutions nationales et internationales, expression d'un nouvel « ordre ».

Le fonctionnement du cycle stratégique pendant « l'état d'exception mondial » est assuré par les décisions politiques arbitraires et unilatérales de l'administration américaine, qui visent à imposer une série de « prises » (appropriations, expropriations, pillages) de la richesse d'autrui, extorquées directement, sans la médiation ni de l'exploitation industrielle, ni de la prédation opérée par la dette ou la financiarisation.

Quelle est la signification de cette longue liste (et ici partielle[1]) de décisions politiques prises à partir du pouvoir coercitif de l'État impérial ? Le changement des relations « économiques » n'est pas immanent à la production, il n'est pas le résultat des « lois » de la finance, de l'industrie, du commerce établies par la théorie économique. Les « automatismes » de l'économie, imposés politiquement entre les années 70 et 80 par les États-Unis, ne peuvent que reproduire les objectifs pour lesquels ils ont été politiquement institués (financiarisation, dollar comme seule monnaie d'échange et de réserve, économie de la dette, délocalisation industrielle, etc.) et donc reproduire la crise. Ces dispositifs n'ont pas la capacité d'innover, de répartir différemment le pouvoir, de produire de nouvelles relations entre les États et entre les classes, conditions nécessaires à une « nouvelle » production. La configuration des pouvoirs recherchée nécessite une rupture. Elle ne peut être déduite de la situation qui a conduit à la crise, elle nécessite un saut hors de cette situation. [3]

Pour comprendre le « politique » qui a toujours géré ces phases d'accumulation primitive, il ne faut pas créer d'opposition avec l'« économique » ni le réduire à l'ensemble de la classe et des institutions politiques. On le comprend mieux en le considérant comme la coordination de différents centres de pouvoir (administratif, financier, militaire, monétaire, industriel, médiatique) qui se dotent d'une stratégie. Les intérêts hétérogènes qui les caractérisent trouvent une médiation dans la nécessité de vaincre un « ennemi commun » : le reste du monde, mais avant tout les BRICS, en particulier la Russie et la Chine. L'administration Trump assume la fonction de capitaliste collectif, de chef capable de négocier une stratégie avec les autres pouvoirs (financiers, militaires, monétaires, etc.) qui continuent d'agir selon leurs propres intérêts, mais qui doivent trouver un terrain d'entente car l'enjeu n'est pas seulement la santé de l'économie américaine, mais la possibilité de l'effondrement de toute la machine économique et politique du capitalisme financier et de la dette, désormais épuisée.

Intimidations et chantages économiques, intimidations et chantages militaires, guerres et génocide sont mobilisés simultanément. Les États-Unis accordent une attention particulière à leur « arrière-cour » (l'Amérique latine) : ils menacent d'intervenir militairement, sous prétexte de lutte contre le trafic de drogue, en Colombie, au Mexique, en Haïti et au Salvador, tout en déployant des canonnières contre le Venezuela. Ils ont convoqué les ministres de la Défense de la région à Buenos Aires (19-21 août) pour demander un alignement total contre la Chine et imposer un renforcement de la présence de l'armée américaine dans les « détroits » (Magellan, Panama, etc.), goulots d'étranglement du commerce mondial, « qui pourraient être utilisés par le Parti communiste chinois pour projeter sa puissance, interrompre le commerce et défier la souveraineté de nos nations et la neutralité de l'Antarctique ».

Dans ces conditions, il est même difficile de parler de capitalisme, de « mode de production », car on est confronté à l'action d'un « seigneur » qui décide arbitrairement des quantités de richesse qu'il a le droit de prélever sur la production de ses « serviteurs ». [4]. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a déclaré sans la moindre gêne que l'Amérique traiterait la richesse de ses « alliés » comme si c'était la sienne : le Japon, la Corée, les Émirats et surtout l'Europe se sont engagés à investir « selon les souhaits du président ». Il s'agit d'un « fonds souverain, géré à la discrétion du président, pour financer une nouvelle industrialisation ». Le présentateur de Fox News, stupéfait, le qualifie de « fonds d'appropriation offshore ». Bessent : « Oh, c'est un fonds souverain américain, mais avec l'argent des autres. »

Les relations impersonnelles du marché redeviennent personnelles, opposant « le maître à ses esclaves », le colonisateur aux colonisés ; ce n'est ni le fétichisme des marchandises, ni les automatismes de la monnaie, du

marché, de la dette, etc. qui commandent et décident, mais la force, expression d'une volonté politique. Les États-Unis ne définissent plus un « concurrent », mais déclarent un « ennemi », identifié au reste du monde, y compris leurs alliés (avant tout leurs alliés, car ils font partie de la même classe dominante et sont terrifiés à l'idée de l'effondrement du centre du système, qui entraînerait également leur chute ; pour sauver le capitalisme, ils sont prêts à dépouiller leurs propres populations, en particulier l'Europe qui, comme le Japon dans les années 80, devra prendre en charge le paiement de la crise américaine, en sacrifiant son économie et ses classes populaires, s'exposant au risque d'une guerre civile).

La loi de la valeur ou de l'utilité marginale, c'est-à-dire l'ensemble des catégories de l'économie classique ou néoclassique, est totalement inutile : elle n'explique rien de ce qui se passe. Au lieu de modèles économétriques très compliqués, une opération mathématique apprise à l'école primaire suffit pour calculer les droits de douane à appliquer au reste du monde. La soi-disant complexité des sociétés contemporaines cède facilement au dualisme politique ami/ennemi. La « **destruction créatrice** » n'est pas l'apanage de l'entrepreneur, mais l'œuvre des décideurs politico-économiques-militaires.

[5]

Pour expliquer ce qui se passe, même Le Capital de Marx (à moins de partir de l'accumulation primitive et non de l'analyse de la marchandise) n'est pas très utile. Pierre Clastres, à partir d'une lecture de Nietzsche très différente de celle de Foucault et centrée sur le concept de volonté de puissance, peut nous fournir des pistes de réflexion : les relations économiques sont des relations de pouvoir que nous ne pouvons jamais séparer de la guerre. Sa description du fonctionnement du « pouvoir » lorsqu'il s'affirme aux dépens des anciennes « sociétés contre l'État » est encore aujourd'hui le commentaire le plus approprié au fonctionnement actuel de la machine État/Capital de l'administration américaine. [6]

L'ordre économique, c'est-à-dire la division de la société entre riches et pauvres, exploités et exploités, est le résultat d'une division plus fondamentale de la société : la division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent. Il est donc essentiel de comprendre quand et comment naît, dans une société, la relation de pouvoir, de commandement et d'obéissance. Comment ceux qui détiennent le pouvoir deviennent-ils des exploités, et comment ceux qui le subissent ou le reconnaissent – peu importe – deviennent-ils exploités ? Le point de départ, tout simplement, est le tribut. C'est fondamental. N'oublions jamais que le pouvoir n'existe que dans son exercice un pouvoir qui n'est pas exercé n'est pas un pouvoir. Le signe du pouvoir, le signe qu'il existe réellement, est, pour ceux qui le reconnaissent, l'obligation de payer un tribut. L'essence de la relation de pouvoir est la relation de dette. Lorsque la société est divisée entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, le premier acte de ceux qui commandent est de dire aux autres : « Nous commandons, et nous vous le prouvons en vous obligeant à payer un tribut. » [7]

Nous pouvons facilement interpréter la relation entre commandement et obéissance comme déterminée par la violence de l'accumulation primitive qui ne cesse de se répéter ; et la relation entre exploités et exploités comme l'exercice du pouvoir de commander intégré dans la production une fois que « l'ordre » a été établi et la situation « normalisée ». Ces deux rapports sont des actions complémentaires, exercées par la même machine État-Capital. La critique de Clastres à l'égard de « l'économique », capable de déterminer en dernière instance « le politique », nous semble pertinente, à condition de considérer la volonté de puissance et la volonté d'accumulation comme les deux faces d'une même médaille. [8]

Le tribut à payer à l'administration américaine devrait être le signe d'une nouvelle redistribution du pouvoir, capable de dessiner un nouveau Nomos de la terre, c'est-à-dire une relation de subordination coloniale des alliés et des BRICS – même si cette opération est plus difficile – aux États-Unis. Au sein de chaque État, le tribut doit être le signe de la soumission des classes dominées, les seules qui paieront la crise de l'empire. L'arrogance de Trump cache sa faiblesse : il veut imposer un nouvel ordre mondial, alors qu'il est l'exécuteur de la défaite stratégique de l'OTAN en Ukraine, d'une crise économique colossale qui se heurte au Sud global qui ne se soumet pas comme les Européens. [9]

Le nouvel ordre ne peut être établi que par l'impérialisme, caractérisé, depuis sa naissance, par la complémentarité de l'économie et de la politique, de la guerre et de la production. L'impérialisme collectif, défini par Samir Amin dans les années 70, dans lequel le rôle central était réservé aux États-Unis, s'est transformé en une véritable subordination coloniale des alliés : Europe, Corée, Japon, Canada, etc. L'Europe se trouve aujourd'hui dans une situation de subordination coloniale similaire à celle que l'Angleterre imposait à l'Inde au XIXe siècle. Comme l'Inde à l'époque, elle doit payer un tribut au pays « occupant », construire et financer des armées européennes avec du matériel acheté aux États-Unis, pour mener des guerres contre des ennemis définis par la puissance impériale (la guerre en Ukraine est le laboratoire et la répétition générale de ce type de guerre). [10]

Le néolibéralisme ou la réversibilité du fascisme et du capitalisme

La nouvelle phase du cycle stratégique, qui a débuté en 2008 et qui conduit à la guerre ouverte, apporte avec elle une grande nouveauté. La machine État-Capital ne délègue plus aux fascistes l'usage de la violence à grande échelle : elle l'organise elle-même, peut-être échaudée par l'autonomie que le nazisme s'était arrogée dans la première moitié du XXe siècle. Le génocide jette une lumière inquiétante sur la nature du capitalisme et de la démocratie, nous obligeant à les voir comme nous ne les avons peut-être jamais vus. [11]

Le capitalisme et les démocraties organisent ensemble un génocide comme si c'était la chose la plus normale et la plus naturelle au monde. Un grand nombre d'entreprises (logistique, armement, communication, contrôle, etc.) ont participé à l'économie d'occupation de la Palestine et organisent désormais, sans aucun scrupule, l'économie du génocide. Comme les entreprises allemandes dans les années 30 et 40, elles garantissent d'énormes profits grâce au nettoyage ethnique des Palestiniens. L'indice principal de la Bourse de Tel-Aviv a augmenté de 200 % pendant le génocide, assurant un flux continu de capitaux, principalement américains et européens, vers Israël.

Avec le génocide, les démocraties libérales renouent avec leur généalogie, qui, refoulée, revient en force : la démocratie américaine a ses fondements dans le génocide des indigènes, dans l'instauration de l'esclavage et du racisme, tandis que les démocraties européennes faisaient de même, mais dans des colonies lointaines. La question coloniale, raciale et l'esclavage sont au cœur des deux révolutions libérales de la fin du XVIIIe siècle. [12]

Le racisme structurel qui caractérise le capitalisme – aujourd'hui concentré contre les musulmans – a été indécemment légitimé par les Israéliens et par tous les médias et les classes politiques occidentales. Là encore, les nouveaux fascistes ne sont pas vraiment nécessaires, car ce sont les États, surtout européens, qui les ont alimentés depuis les années 80 (alors qu'aux États-Unis, il est endémique, pilier de l'exercice du pouvoir). Le racisme est profondément enraciné dans la démocratie et le capitalisme depuis la conquête des Amériques, car l'inégalité règne dans ce système, et l'une des principales façons de la légitimer est précisément le racisme.

Le débat sur les fascismes contemporains est en retard par rapport à la réalité (voir aussi le livre d'Alberto Toscano sur le sujet), car aucun de ces « nouveaux fascismes » n'est capable d'exercer une telle violence ou de pratiquer une destruction à cette échelle. Ils ne sont pas comme leurs prédécesseurs, à la tête d'une contre-révolution de masse contre le socialisme, pour plusieurs raisons. La principale : il n'existe aujourd'hui aucun véritable ennemi qui ressemble, même de loin, aux bolcheviks. [13] [14]

Les nouveaux fascismes sont marginaux par rapport aux fascismes historiques et, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, ils se rangent immédiatement du côté du capital et de l'État, se limitant à intensifier la législation autoritaire et répressive et agissant sur l'aspect symbolique et culturel. Trump (ou Milei) représente l'image adéquate du « capitaliste fasciste » car il incarne une partie de la classe capitaliste et agit en conséquence. L'action de Trump n'a rien, si ce n'est marginalement, de folklore fasciste historique lorsqu'il agit au niveau géopolitique, visant à sauver le capitalisme américain de l'implosion, tout en imposant un devenir fasciste à tous les aspects de la société

américaine. Trump conjugue parfaitement capitalisme et fascisme.

Le capitalisme n'a plus besoin, comme autrefois, de confier le pouvoir aux fascismes historiques, car la démocratie a été vidée de sa substance à partir des années 70 (au moins depuis l'époque de la Commission trilatérale). C'est une coquille vide qui peut être utilisée de toutes les manières possibles. Elle produit, de l'intérieur de ses propres institutions – tout comme le capitalisme de l'intérieur de la finance et l'État de l'intérieur de son administration et de son armée – la guerre, la guerre civile, le génocide.

Les « nouveaux fascismes » ou le « post-fascisme » sont des acteurs secondaires. Ils ne peuvent en aucun cas intervenir dans les décisions prises par les centres de pouvoir financier, militaire, monétaire, étatique, etc. ; ils ne peuvent que les accepter. En premier lieu, le « fascisme italien ». Comment comprendre cette situation inédite ? Elle trouve ses racines dans la phase précédente d'accumulation primitive qui a organisé le passage du fordisme au « néolibéralisme ». Le cycle stratégique organisé par l'administration Nixon – pour faire payer, comme aujourd'hui, la crise accumulée dans les années 60 au reste du monde – a été encore plus violent que l'action de Trump : décision unilatérale de non-convertibilité du dollar en or, droits de douane de 10 % pour tous, capitaux japonais mis à la disposition des États-Unis, « accord » du Plaza qui a pillé le Japon et la Chine de l'époque, sacrifiant leur économie pour sauver le capitalisme américain ; décision politique de construire un « super-impérialisme » du dollar ; rétablissement politique des relations avec la Chine, qui sera décisif pour la mondialisation contre-révolutionnaire, etc.

L'un des épisodes les plus dramatiques de ce cycle stratégique a été les guerres civiles déclenchées dans toute l'Amérique latine qui, en même temps, ont marqué la fin de la révolution mondiale et lancé les premières expériences dites néolibérales. À cet égard, il est intéressant de reprendre l'analyse du prix Nobel d'économie Paul Samuelson sur le néolibéralisme naissant, toujours écartée.

L'analyse de la naissance de la biopolitique de Foucault a été considérée comme une formidable anticipation du néolibéralisme, alors que, dans le même temps, l'interprétation de Paul Samuelson met fin à l'admiration ambiguë pour le marché, les libertés, la tolérance envers les minorités, la critique des monopoles et de la souveraineté, la gouvernementalité, etc., décrivant plutôt l'économie néolibérale comme un « fascisme capitaliste », en ce sens que, avec le marché des néolibéraux, les deux termes deviennent réversibles. Cette catégorie, supprimée, pourrait peut-être nous aider à comprendre la **généalogie du génocide démocratique-capitaliste**. [15]

Je fais bien sûr référence à la solution fasciste. Si les lois du marché entraînent une instabilité politique, alors les sympathisants du fascisme en tireront la conclusion suivante : « Débarrassez-vous de la démocratie et imposez un régime de marché à la société civile ! Peu importe si cela nécessite de briser les syndicats, d'emprisonner les intellectuels gênants ou encore de les contraindre à l'exil »[2]

À partir des années 1970, le « marché » a progressivement détruit la démocratie de l'après-guerre, la seule qui ressemblait vaguement à son concept, car elle était née des guerres civiles mondiales contre le nazisme. Une fois cette énergie politique épuisée, le capitalisme fasciste a commencé à s'installer. La logique du « marché », au lieu de représenter une alternative à la guerre et à la violence à grande échelle, les contient, les alimente et finit par les pratiquer elle-même, jusqu'au génocide. [16]

À l'ère des monopoles, le marché – médiation supposée automatique – représente en réalité la fin de toute médiation, car il fait émerger la force comme acteur décisif : la force des monopoles, la force de la finance, la force de l'État, la force des armées, etc. Non seulement la guerre civile a été nécessaire pour imposer le « néolibéralisme », mais c'est à l'intégration de la violence que son fonctionnement repose. Le marché est déjà, en ce sens, une économie fasciste.

Samuelson renverse les croyances les plus profondément enracinées : l'économie des Chicago Boys, de Hayek, de Friedman, etc., est une forme de fascisme et constitue un paradigme pour l'économie en général. L'expérience

néolibérale est celle d'une « économie imposée », exactement ce que l'administration Trump tente de réaliser : un « capitalisme imposé » (autre heureuse définition de Samuelson) par la force. [17]

L'onzième édition de 1980 de « L'économie » comporte un chapitre consacré à ce problème détestable du fascisme capitaliste. Pour ainsi dire, si le Chili et les « Chicago Boys » n'avaient pas existé, il aurait fallu les inventer pour en faire un paradigme. Il est intéressant de rappeler ce que je disais à ce sujet, d'autant plus que les conservateurs, qui supportent mal l'évolution des démocraties, sont toutefois incapables d'aller jusqu'au bout de leur raisonnement. Ils fuient devant la conclusion qui serait la leur, à savoir le fascisme, et se contentent de proposer une limite constitutionnelle à l'imposition. C'est leur version du capitalisme imposé.

Nous avons accepté le discours libéral, au lieu de nous demander pourquoi sa gouvernance débouche, comme dans la première moitié du XXe siècle, sur la guerre, le fascisme et le génocide. Nous n'avons pas été capables d'en tirer les conséquences qui s'imposaient, et pourtant nous sommes passés des « libertés » du néolibéralisme **au génocide démocratique-capitaliste**, sans coups d'État, sans « marches sur Rome », sans contre-révolutions de masse, comme s'il s'agissait d'une évolution naturelle. Personne, dans l'establishment, et surtout pas les classes politiques ou les médias, ne s'est senti mal à l'aise. Au contraire : ces derniers se sont alignés avec une rapidité impressionnante sur un discours qui contredit de fond en comble l'idéologie professée depuis des décennies sur les droits de l'homme, le droit international, la démocratie contre les dictatures, etc.

Pour que tout cela se déroule sans le moindre problème, il fallait que les horreurs physiques et médiatiques du génocide soient déjà inscrites dans les structures du système qui, une fois celles-ci apparues, ne les a pas considérées comme une aberration, mais comme sa normalité. Tout s'est passé comme si cela allait de soi. Le capitalisme « libéral » s'est naturellement et complètement exprimé et réalisé dans le génocide, sans la médiation des fascistes, sans que ceux-ci ne se constituent en force politique « autonome », comme dans les années 1920.

Nous ne voyons pas ce qui est sous nos yeux, car nous avons intériorisé trop de filtres « démocratiques », une idée pacifiée du capitalisme qui nous empêche de lire correctement ce qui s'est passé avec la construction du néolibéralisme à partir de l'Amérique latine. Relisons Samuelson en gardant à l'esprit tous les commentaires des penseurs « critiques » qui continuent, même après 2008, à parler de néolibéralisme. Les dictatures sud-américaines, avec leurs milliers de personnes assassinées, torturées, exilées, ne sont qu'une variante du fascisme de marché qui prospère dans la démocratie.

Je vous laisse découvrir ma description du fascisme capitaliste : les généraux et les amiraux prennent le pouvoir. Ils éliminent leurs prédécesseurs de gauche, exilent leurs opposants, emprisonnent les dissidents intellectuels, limitent les syndicats, contrôlent la presse et toute activité politique. Cependant, dans cette variante du fascisme de marché, les dirigeants militaires n'interviennent pas dans l'économie (...) Les opposants au régime chilien ont appelé ce groupe, avec une certaine injustice, les Chicago Boys, pour souligner le fait que beaucoup d'entre eux avaient reçu leur formation économique à l'université de Chicago ou en avaient subi l'influence. Ces économistes sont favorables aux marchés libres. Puis l'horloge de l'histoire tourne à l'envers. Le marché est libre, l'offre monétaire est strictement contrôlée. Sans transferts d'aide, les ouvriers sont contraints de travailler ou de mourir de faim. Les chômeurs maintiennent désormais le taux de croissance des salaires à un niveau bas. L'inflation peut être considérablement réduite, voire complètement éliminée.

En réalité, le marché « fasciste » n'a jamais eu de fonction économique, mais d'abord répressive, puis disciplinaire, d'individualisation du prolétariat et de rupture de toute action collective et solidaire. Le marché a été une gigantesque construction idéologique sous laquelle se déroulaient tranquillement la prédation exercée par le monopole du « dollar » et de la « finance », l'exercice de la violence par les armées américaines, véritables acteurs économiques et politiques du « néolibéralisme » qui n'ont jamais été réglementés ni gouvernés par le marché. [18]. L'éthnocide, l'appropriation violente ou non, l'expropriation, l'impérialisme, sont des méthodes de domination. Le racisme remet la race *en prime time* et recrée une nouvelle figure : le racisé, l'exploitation devient racisme. Le décolonialisme est une nostalgie complémentaire. Le colonialisme, enfant naturel d'une certaine gauche fier de sa mission humanitaire

Où pouvons-nous vérifier la pertinence du concept de Samuelson qui implique l'oxymore apparent de « démocratie fasciste » ? Nous avons du mal à saisir la réalité, car la grande violence qui unit la démocratie et le capitalisme efface, avec une facilité déconcertante, les valeurs occidentales, conservées dans ses constitutions. Le jeune Marx nous rappelle que l'âme des constitutions libérales n'est ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité, mais la propriété privée bourgeoise. Une vérité incontournable, d'autant plus qu'il s'agit du « droit le plus sacré de l'homme », comme l'a affirmé la Révolution française. En réalité, la seule véritable valeur de l'Occident capitaliste.

La propriété est certainement le moyen le plus pertinent pour définir la situation des opprimés. L'accumulation primitive mise en œuvre dans les années 70 par Nixon a imposé politiquement une appropriation et une distribution primaires, établissant une division de la propriété inédite par rapport à Marx : sa distribution ne se fait pas, en premier lieu, entre les capitalistes, propriétaires des moyens de production, et les ouvriers, dépourvus de toute propriété, mais entre les propriétaires d'actions et d'obligations, c'est-à-dire entre les détenteurs de titres financiers et ceux qui n'en possèdent pas. Cette « économie » fonctionne comme les droits de douane de Trump : un prélèvement de richesse sur la société des « serviteurs », à la seule différence que la prédation passe par l'« automatisme », continuellement et politiquement maintenu, de la finance et de la dette.

La société est plus divisée que jamais : au sommet se concentrent les détenteurs de titres, en bas la grande majorité de la population, qui n'est en réalité plus composée de sujets politiques, mais d'« exclus ». Comme pour les serviteurs de l'ancien régime, la « fonction » économique n'implique pas une reconnaissance politique. L'intégration du mouvement ouvrier, reconnu comme acteur politique de l'économie et de la démocratie, dans les années d'après-guerre, s'est transformée en exclusion des classes populaires de toute instance de décision politique. La financiarisation a permis aux élites de pratiquer la sécession, qui réduit les relations avec les « serviteurs » à l'exploitation et à la domination. Non seulement ils ont été expropriés économiquement, mais ils ont également été privés de toute identité politique, au point d'adopter la culture/identité de l'ennemi : individualisme, consommation, éthique de la télévision et de la publicité. Aujourd'hui, ils voudraient imposer une identité fasciste et belliciste.

Les nouveaux serviteurs sont fragmentés, dispersés, individualisés, divisés de mille façons (par genre, race, revenu, patrimoine, etc.), mais tous participent à des degrés divers à la société de ségrégation mise en place par la machine État-Capital, qui n'a même plus besoin de légitimation, tant les rapports de force lui sont favorables. On décide du génocide, du réarmement, de la guerre, des politiques économiques sans avoir à rendre de comptes aux subordonnés. Le consentement n'est plus nécessaire car les prolétaires sont trop faibles pour prétendre compter. Il est clair que dans cette situation, la démocratie n'a aucun sens. La condition des opprimés ressemble davantage à celle des colonisés (colonisation généralisée) qu'à celle des « citoyens ».

Walter Benjamin nous avait prévenus : « S'étonner que les choses que nous vivons soient « encore » possibles au XXe siècle n'a rien de philosophique. Ce n'est pas le début d'une quelconque connaissance, si ce n'est que l'idée de l'histoire qui l'a générée n'est pas tenable ».

Ce qui n'est pas viable, c'est aussi une certaine idée du capitalisme, cultivée par l'économisme du marxisme occidental. Lénine qualifiait le capitalisme impérialiste de réactionnaire, contrairement au capitalisme concurrentiel dans lequel Marx voyait encore des aspects « progressistes ». La financiarisation et l'économie de la dette ont construit un monstre qui conjugue capitalisme/démocratie/fascisme, ce qui ne pose aucun problème aux classes dominantes. Nous devrions nous interroger sur la nature du cycle stratégique de l'ennemi et nous fixer un seul objectif : le transformer en cycle stratégique de la révolution.

Notes

[1] - Droits de douane variant entre 15 % et 50 %. Leur réduction sera conditionnée à court terme à l'achat de titres américains qui peinent à trouver des acheteurs sur les marchés.

– Les droits de douane ont un double objectif : économique (les États-Unis ont besoin d'argent frais pour couvrir

- leurs déficits) et/ou politique (l'Inde commerce librement avec la Russie, etc., et le Brésil « cible » Bolsonaro).
- Obligation d'acheter de l'énergie américaine quatre fois plus chère que le prix payé aux Russes : l'Europe a promis d'acheter 750 milliards de dollars d'énergie aux États-Unis, qui ne possèdent pas cette quantité.
 - Obligation d'investir des milliards de dollars dans la réindustrialisation américaine (le Japon, l'Europe, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis ont promis des sommes astronomiques ; l'Europe, 600 milliards de dollars, considérés comme un « cadeau » par Trump). Des investissements qui seront à la discrétion des États-Unis.
 - Obligation d'acheter des armes au système militaro-industriel-universitaire américain, sous la menace d'une augmentation des droits de douane.
 - Le Genius Act autorise les banques à détenir des stablecoins comme monnaie de réserve pour faire face aux difficultés d'investissement de l'énorme dette publique. La condition politique de ces stablecoins est qu'elles soient indexées sur le dollar et utilisées pour l'achat de dette américaine.
 - Le droit de douane de 39 % imposé à la Suisse touche l'or, dont elle est un important exportateur vers les États-Unis, car les banques (surtout dans le sud) préfèrent acheter et détenir de l'or plutôt que des dollars.
 - Obligation pour les fabricants de puces de rendre leurs exportations traçables et, si nécessaire, de pouvoir les détruire à distance (loi en cours d'adoption).
 - Exportations de technologies basées sur des critères politiques.
 - Obligation d'ouvrir les marchés aux produits américains exempts de toute taxation, en particulier les bénéfices des entreprises technologiques américaines ne doivent pas être taxés.
 - Liberté d'exporter tout bien américain, même si la législation européenne l'interdit
- [2] Samuelson Paul A. L'économie mondiale à la fin du siècle. In : « Revue française d'économie », volume 1, n° 1, 1986. pp. 21-49.
- Maurizio Lazzarato vit et travaille à Paris. Parmi ses publications chez DeriveApprodi : La fabbrica dell'uomo indebitato (2012), Il governo dell'uomo indebitato (2013), Il capitalismo odia tutti (2019), Guerra o rivoluzione (2022), Guerra e moneta (2023). Son dernier ouvrage est : Guerre civile mondiale ? (2024).
-

[1] Thèse de Carl Schmitt, voir le § suivant.

[2] Relire l'histoire au prisme de la thèse de la guerre civile permanente

[3] Cette rupture s'accomplit sur plusieurs décennies avec l'apparition de la numérisation, puis de l'I.A

[4] Cela reconnaît le technoféodalisme comme restructuration du capital. Le fascisme hors hors jeu

[5] Cf Schumpeter et Vioulac. La négativité est le ressort interne du capitalisme.

[6] Comment penser ou est-il même possible de théoriser une société sans État et sans pouvoir : le grand mythe libertaire.

[7] (Féodalisme pur)

[8] Sujet à développer

[9] L'ukraine est effectivement un révélateur d'une volonté de domination qui avorte en cours de chemin et sombre dans le mensonge systématique.

[10] La question de l'empire revient sur le devant de la scène, mais il change aussi de paradigme : le **Saint Empire Numérique** (SEN).

[11] Cf Clastres. L'économie comme activité spécifique et émancipée a besoin de l'état comme garant, sinon c'est la tyrannie avec ses forces de répressions appartenant au Maître)

[12] Prendre le génocide comme marqueur en s'appuyant sur l'occupation de la Palestine dérive vers un réductionnisme inquiétant.

[13] Les mouvements politiques contemporains ne représentent aucun danger réel, ils sont absolument inoffensifs.

[14] Plusieurs remarques :

- 1) Le capitalisme est basé sur l'exploitation, Le mépris des aristocrates pour les pue-la-sueur n'est pas un racisme.
- 2) Voir dans Réfractions l'article sur le fascisme tardif.
- 3) La lucidité sur les "mouvements politiques contemporains" devrait interroger les camarades et leur conseiller de réfléchir avant d'agir.

[15] N'en déplaise aux foucaaldiens, la biopolitique est un instrument académique à l'usage des *jeunes générations vieillissantes*. Les philosophes dits continentaux restent dans leur bulle. L'établi n'était pas leur tasse de thé. La lecture des économistes apportent souvent un éclairage nécessaire à la compréhension du monde, faute d'avoir trimer dans le labeur, la sueur et heures supplémentaires.

[16] Si le fascisme/nazisme étaient autodestructeur donc génocidaire, le marché ne peut en aucun cas l'être, sous peine de se détruire lui-même. Le consommateur/travailleur est l'objet de son unique préoccupation. Il vit à travers eux. L'idéologie du capital est bien sa survie au prix d'une organisation permanente de ses mutations : **les destructions constructives** de Schumpeter.

[17] Dire que le marché est déjà une économie fasciste est un contresens. La fascisation du marché permet de caricaturer *ad hitlerum*, sans aborder la véritable nature du **Totalitarisme**, ce que Arendt a su parfaitement développer. L'ère du numérique surpasse l'idéologie fascisante, car il tente de détruire le politique, l'état et ses institutions, et même l'armée pour les libertariens purs et durs.

[18] La Shoah est le Génocide. L'extension du terme génocide au Rwanda, à Gaza etc. permet de biaiser l'analyse par exploitation abusive de l'argument *dad hitlerum*